Diplomatie, Défense, Développement, Désarmement

Le retrait des États-Unis d'Afghanistan, après 20 ans d'une mission qui a commencé comme une opération de lutte contre le terrorisme, s'est transformée en une opération de changement de régime et a fini comme un exercice de construction de la nation qui a échoué et a provoqué une intense remise en question parmi les alliés. Des parlements aux groupes de réflexion et aux médias, le nouveau récit s'est imposé : Joe Biden a irresponsablement renoncé au leadership mondial de l'"Occident", ouvrant la voie à des puissances "non occidentales" telles que la Russie et la Chine pour s'affirmer comme des alternatives géopolitiques émergentes.

Des voix de tout l'éventail politique remettent de plus en plus en question le consensus pro-interventionniste qui a sous-tendu des décennies de politique étrangère américaine. Dans son discours, l'actuel président Joe Biden a clairement indiqué qu'il ne s'agissait pas d'un mouvement erratique, bien au contraire, le discours a offert des aperçus significatifs de la nouvelle pensée à Washington. Le message le plus important était que les États-Unis quittent l'époque où ils tentaient de refaire le monde par la force. Et ce à juste titre : en suivant la pensée hégémonique de l'Occident, depuis les années 90 (l'époque de la mondialisation économique) jusqu'à la guerre mondiale contre le terrorisme de 2001, la plupart des mesures prises n'ont fait que provoquer un ressentiment et un rejet accrus dans le monde entier.

Où en sont tous ceux qui, pendant des décennies, ont dépensé leur énergie à lutter contre les politiques agressives en faveur d'un nouvel ordre mondial juste et de démocraties résilientes ?

Comme le montre l'expérience des États-Unis, le fait d'accorder trop d'importance à la dimension militaire, outre ses résultats généralement désastreux dans les pays et régions concernés, entraîne des conséquences néfastes à plus long terme. Parmi celles-ci, citons la croissance du complexe militaro-industriel et des cohortes de politiciens, de médias, de groupes de réflexion et de lobbyistes qui ont tout intérêt à perpétuer le cycle de la militarisation. Cela renforce les inerties politiques et bureaucratiques, la pensée de groupe et la dégradation de l'expertise spécifique aux pays et aux régions. Cela dissuade de tirer les bonnes leçons des échecs politiques, crée une résistance au changement et garantit des résultats politiques constamment médiocres.

Une autre stratégie est possible. Elle devrait rejeter, si possible, la voie de la militarisation, et exploiter à la place d'autres atouts : négociations économiques et commerciales, politiques de développement véritables en partenariat étroit avec les pays/régions concernés, engagement diplomatique. Une véritable stratégie ne consiste pas seulement à construire des chars et des avions, mais à forger une voie qui porte autant sur les méthodes d'engagement international que sur les capacités et les moyens.

Les progressistes ont une responsabilité particulière dans l'articulation d'une vision qui éviterait l'accent excessif sur la militarisation, l'inertie d'une relation de subordination et, à l'autre extrême, une notion utopique selon laquelle personne n'a besoin de moyens de défense. Ce qu'il faut, ce sont des institutions multilatérales fortes, fondées sur un réalisme progressif, combinant valeurs, intérêts et moyens pragmatiques pour les faire progresser.

Les mouvements internationaux construits autour de "un autre monde est possible" ou "Vendredi pour le futur" pourraient constituer de puissants outils de sensibilisation si nous nous assurons que les progressistes de la planète associent, comme il se doit, la demande croissante d'un modèle de développement plus durable (Agenda 2030 de l'ONU) à un mouvement pacifiste fort et renouvelé, qui pourrait pousser vers un nouvel ordre mondial ambitieux basé sur le multilatéralisme, le dialogue et la coopération.

Voici quelques principes directeurs pour l'articulation d'une telle politique progressiste distinctive :

- Cohérence. La combinaison d'une reprise économique socialement juste, d'une adhésion stricte à l'État de droit, d'une véritable acceptation de la diversité et d'une politique de migration plus humaine et ouverte, d'une meilleure politique de développement et de coopération conduisant à des partenariats équitables est essentielle. La construction de la nation par le haut a échoué lamentablement partout. L'intervention militaire extérieure sans une politique holistique impliquant la consolidation de la paix, la démocratie et le développement, n'est pas un moyen de produire des changements de régime. Au contraire, soutenir les représentants locaux perçus comme autonomes et légitimes, construire progressivement des sociétés basées sur le consensus, est le meilleur moyen de bâtir des démocraties résilientes. Dans cet exercice, il ne faut pas oublier la nécessité impérative d'associer les acteurs et les intervenants régionaux, car le renforcement de l'État national doit aujourd'hui s'inscrire dans des stratégies régionales plus larges.

- Si vous voulez diriger, faites-le par l'exemple. La redécouverte du concept de leadership par l'exemple est étroitement liée au point précédent. Ceux qui se définissent comme une "communauté de valeurs" doivent reconnaître que ces valeurs ont été de plus en plus menacées au cours des dernières années. Si aucun État, ou communauté d'États, ne peut jamais atteindre la perfection, s'efforcer d'adhérer strictement aux valeurs déclarées est une condition indispensable pour inciter d'autres pays à vouloir imiter l'expérience des autres. Se concentrer sur les sanctions et le "levier" pour contraindre les adversaires géopolitiques perçus, diviser le monde en "bons" et "mauvais" acteurs ne fait qu'alimenter le ressentiment et réduire le véritable levier pour encourager un changement positif ; l'émulation et la séduction sont généralement un bien meilleur levier que la force et la coercition.

- Dépenser plus intelligemment, pas plus. Une grande partie du débat sur la défense repose sur l'idée que tout le monde devrait dépenser plus en armes et en moyens. Cependant, dépenser "plus" n'est pas synonyme de dépenser mieux. Il n'y a pas de place pour la naïveté, mais cette réflexion devrait être axée sur le renforcement des capacités défensives, tant conventionnelles que non conventionnelles, telles que les cybermenaces, le terrorisme, la désinformation, les crimes financiers, le climat, les pandémies, à savoir l'effet des changements climatiques sur les conflits (ce qui se produit déjà dans diverses parties du monde et deviendra de plus en plus important). Cela souligne l'importance d'une approche holistique de la consolidation de la paix, du développement, etc. Et montre que l'investissement dans l'économie verte et la lutte contre le changement climatique, aidera à stabiliser les sociétés et donc à prévenir les conflits.

- Et l'importance d'investir dans la cybercriminalité ; cette forme de criminalité et, dans certains cas, de terrorisme, peut perturber les sociétés. Même en Europe, les gouvernements ne sont pas encore équipés pour faire face à ce type d'attaques. Je pense qu'il est important, en tant que progressistes, de reconnaître l'impact de la cyberguerre et donc d'exhorter les gouvernements à investir et à agir dans ce domaine. Dans le cadre de la construction de démocraties résilientes.

- De plus, la coordination, l'interopérabilité, la formation conjointe (mutualisation du matériel, des technologies et des armées) sont cruciales. Et doivent aller de pair avec une vision internationale commune et ambitieuse basée sur les ODD. Toutefois, la priorité doit être donnée aux solutions diplomatiques plutôt que militaires, en gardant à l'esprit que la diplomatie est incomplète sans la défense, mais qu'il en va de même sans le partenariat pour le développement.

- Réaffirmer la valeur intrinsèque de la paix. Le but ultime de toute politique responsable est la paix. Les progressistes doivent retrouver et défendre la valeur de la paix car elle ne doit pas être associée à la faiblesse et à l'apaisement des "mauvais" acteurs. Les progressistes doivent récupérer la valeur de la paix et la rendre à nouveau respectable. Cela inclut la poursuite vigoureuse et l'amélioration des accords de contrôle des armes avec les États adverses. L'engagement et la négociation ne sont pas des symboles de faiblesse, mais de responsabilité, de retenue et de réalisme.

(Cette liste est loin d'être exhaustive, et chaque point nécessite une réflexion plus approfondie et une élaboration détaillée. Il est toutefois impératif que les progressistes profitent de cet élan pour développer un récit véritablement multilatéral et réaliste en matière de politique étrangère, sans tomber dans les illusions de la géopolitique des "grandes puissances" ni dans un isolationnisme complaisant et replié sur lui-même).